

Parlem TV : une web télé dynamique qui veut répondre à un besoin

Elle est compétente, active...et pauvre



Parlem TV : une web télé dynamique qui veut répondre à un besoin

Voici deux ans qu'est née l'association qui gère Parlem TV (1), « web télé associative, participative, d'éducation populaire ». Outre ses propres productions, son site accueille celles des vidéastes qui œuvrent dans le même esprit. Le 6 février s'est tenue sa deuxième assemblée générale. Elle a mis beaucoup de questions sur la table et elle a longuement débattu de son problème principal : le financement de ses activités.

Parmi les membres de l'association, le seul professionnel de la vidéo, c'est Jean-Luc Galvan, réalisateur de films documentaires. C'est son activité qui est la seule source de revenus, la seule qui crée des produits vendables. À savoir des films demandés par des clients. Michel Coulardeau, président de l'association et Jean-Luc Galvan sont d'accord sur le fait que les vidéos commandées, une fois livrées au client et payées par celui-ci, peuvent servir indéfiniment sans autre dépense (2). Pour eux, elles ne sont donc pas estimées et payées à leur juste valeur. Comment changer cela ?

Activités – Parlem TV a mis en ligne des films et de nombreux reportages faits par Jean-Luc Galvan comme l'écofête à Perchède, le spectacle « En attendant Henri IV » du Clan (3), Foyers ruraux, le Prix Jeune mousquetaire du 1er roman etc. Des ateliers de formation à la vidéo sont proposés à des prix bas aux amateurs désireux de filmer avec leur appareil photo grand public. Il y a aussi des fiches sur ce thème téléchargeables sur le site.

Mais avec l'émission « citoyenne » sur le thème « Tolérance, droits de l'homme, racisme... », Parlem TV a de quoi se faire connaître et reconnaître pour le sérieux de cette table ronde du style plateau de télévision. Il a fallu réunir des personnalités de haut niveau de par leur compétence, animer la séance et rester dans les délais prévus. Et l'on a noté que le sectarisme n'a pas eu sa place dans les débats. Bref, c'était du sérieux. Ce type d'émission intéresse les spectateurs et d'abord les jeunes, qui étaient une quarantaine dans l'assistance. Il est prévu d'en organiser d'autres cette année : on évoque la santé et la culture en milieu rural. Mais faut-il faire payer l'entrée ? Pour l'instant, l'émission fait connaître Parlem TV, mais elle ne rapporte pas.

Organisation - Au plan plus général de l'organisation du travail, Jean-Luc Galvan voudrait que les contributeurs vidéo s'entendent pour traiter sinon un même thème, du moins des thèmes voisins dans la même période : cela donnerait plus de cohérence à l'offre, lui donnerait plus d'impact et permettrait d'échanger l'expérience acquise. Comment y parvenir ?

Pour l'observateur, cela paraît logique : tant que les visiteurs du site de Parlem TV y trouvent une offre éparpillée et sans promotion des nouveautés, ils n'ont guère de raisons d'y revenir souvent. Car, qu'on le veuille ou non, « nouveau » est le mot magique qui attire les badauds. D'ailleurs, Jean-Luc Galvan le dit : les films nouveaux attirent des visiteurs, puis au bout de quelque temps, la vague retombe.

Les comptes – les comptes sont pratiquement à l'équilibre. Mais le problème, c'est le salaire de Jean-Luc Galvan, qui fait l'objet d'un emploi aidé. Ce contrat est reconduit jusqu'en mai 2016. Et après ? Après, on espère une subvention. C'est un problème crucial, parce que – au plan technique vidéo – Parlem TV repose sur les épaules de Jean-Luc Galvan, seule personne compétente.

L'association a déposé une demande de subvention au conseil départemental pour réaliser d'autres émissions. Gilles Dréanic intervient : selon lui, le Conseil départemental pourrait donner des subventions à Parlem TV, en tant que partenaire d'actions visant le public et surtout le public jeune.

En somme, cette assemblée générale a posé beaucoup de questions, mais elle n'a pas encore beaucoup de réponses. Et pourtant, elle va dans le sens d'un besoin d'expression non-institutionnelle du public.

(1) <http://parlemtv.fr/#&panel1-4> (2) Quand des articles et des photos de journalistes sont diffusés plusieurs fois, ils doivent être payés à chaque publication. (3) Culture loisir animation Nogaro.



Michel Coulardeau, président de l'association



Léa Kuntz, trésorière et Sabine Sourdin, secrétaire et animatrice